

États du monde ou la recherche de l'espace public

Entretien de Pierre Lefebvre avec Philippe Gendreau et Philippe Gajan

Pierre Lefebvre

Volume 47, numéro 2 (268), mai 2005

L'intellectuel sans domicile fixe...

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/32871ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Lefebvre, P. (2005). États du monde ou la recherche de l'espace public : entretien de Pierre Lefebvre avec Philippe Gendreau et Philippe Gajan. *Liberté*, 47(2), 47-58.

États du monde ou la recherche de l'espace public

Entretien de **Pierre Lefebvre** avec **Philippe Gendreau**
et **Philippe Gajan**

Philippe Gendreau et Philippe Gajan travaillent de concert depuis maintenant cinq ans. Au fil des ans, leur étroite collaboration a rendu difficile la distinction de la source de leurs idées. Aussi ont-ils préféré utiliser simplement leurs initiales et, ainsi, assumer en commun les idées et les contradictions qu'ils évoquent.

ooo

LIBERTÉ – J'aimerais tout d'abord que vous me parliez de la genèse d'États du monde.

PG – Le cycle de programmation États du monde trouve son origine de la rencontre entre une commande faite par la direction du Festival du nouveau cinéma de Montréal et le développement d'une réflexion amorcée dans le cadre de notre pratique de programmeurs. Je m'explique. Lors de la préparation de l'édition 2003 du Festival du nouveau cinéma, la direction nous a demandé d'imaginer une programmation qui aurait pour titre États du monde. Il s'agissait de faire un survol de la production cinématographique mondiale en sélectionnant une dizaine de films. Bien vite, nous en sommes venus à la conclusion que les moyens nécessaires pour mener à bien ce projet n'étaient pas disponibles.

PG – Nous avons toutefois conservé le titre et développé l'idée d'un cadre de programmation qui nous permettrait de pousser davantage cette réflexion sur le cinéma non pas comme divertissement, mais comme manière d'appréhender le monde. En effet, depuis le début de notre travail de programmeurs, nous

tentions de contrer cette idée si répandue que le cinéma n'est qu'un divertissement. Pour nous, au contraire, le cinéma est une manière d'appréhender le monde, de le concevoir et, évidemment, de le représenter. Il s'agissait de rappeler que le cinéma peut (doit) nous aider à réfléchir sur notre condition parce qu'il dispose de moyens plastiques qui lui sont propres. Nous avons pensé à un dispositif assez simple. Présenter un film, sortir les spectateurs de la salle pour les amener dans un lieu de discussion, en l'occurrence le café de la Cinémathèque québécoise, où un intellectuel prendrait la parole pour réfléchir avec le film. Suivrait une discussion ou un débat entre le public et le conférencier, et avec nous pour animer tout ça.

PG – Il y avait ainsi une double articulation : le cinéma dans son rapport au monde, non pas comme reflet mais comme représentation d'une certaine société ; le cinéma dans son rapport à l'art (comment rappeler que le cinéma est véritablement une forme d'art, qu'il peut dépasser les discours dans lesquels nous baignons et nous permettre de penser différemment notre condition ?) Il y avait aussi, dès le départ — une notion qui était très importante pour nous, une notion qu'avait développée Pierre Hébert dans son livre *L'ange et l'automate* — la notion de « frontière ». Non pas une frontière qui sépare, mais une frontière qui permet de se rencontrer. C'est l'idée que nous ne pouvons plus cataloguer. Ainsi, nous ne voulions sélectionner ni des fictions, ni des documentaires ou des essais, mais des films qui transcenderaient ces étiquettes.

PG – Pour le dire autrement, nous savions bien que, pour présenter quelque chose d'original, il fallait que le film transgresse aussi certaines règles, certaines normes de genre. Les films choisis se trouvaient ainsi pour la plupart à la frontière de la fiction, du documentaire et de l'essai. Il était clair pour nous que nous ne voulions pas présenter un cinéma illustratif, c'est-à-dire des films qui ont instrumentalisé le cinéma pour illustrer un discours, une histoire. Bref, nous voulions d'emblée étonner le spectateur par le choix des films.

PG – Un autre constat nous habitait aussi à l'époque, c'était la capacité qu'a le discours dominant à générer un contre-discours qui n'offre aucune réelle portée subversive : un discours qui peut être utilisé, qui peut se déployer sans que rien ne change concrètement dans notre société. Il y a toutes sortes de manières de dire que les choses ne vont pas sans qu'aucune réelle tension n'habite la personne qui énonce ce discours, ou ceux qui y adhèrent.

PG – Nous précisons tout ça parce que, lorsque nous avons eu à expliquer ce projet au départ, nous nous sommes souvent heurtés à des malentendus ou à des contresens. Dire que nous voulions présenter des films suivis de conférences afin de créer un débat et d'alimenter notre réflexion sur le rapport du cinéma et du politique amenait souvent les gens à concevoir un projet sensiblement différent. Notre interlocuteur pouvait facilement imaginer un documentaire (plus près du reportage) dénonçant et illustrant les effets néfastes de la mondialisation (inégalité, exclusion, domination des corporations), suivi d'une conférence (par exemple de Léo-Paul Lozon) rappelant les effets néfastes de cette mondialisation à Montréal et au Québec, devant un auditoire d'altermondialistes convaincus. Bref, la confirmation en commun d'une idée déjà convenue et une absence totale de débat. Une soirée où le cinéma ne serait qu'un simple instrument servant à supporter une idée ou un discours. Inversement, pour nous, une réflexion sur notre condition à partir d'un film ne pouvait faire l'économie d'un appui sur le cinéma, sur la manière de mettre en forme une question qui est typique du cinéma et qui illustre de manière originale un aspect de notre condition.

PG – Pour bien faire saisir le projet, nous prenions l'exemple du film de Elia Suleiman intitulé *Intervention divine*. Dans le cadre d'États du monde, il pourrait être suivi d'une conférence qui porterait sur le rapport du burlesque et de la situation palestinienne. Questionner la nécessité ressentie par Suleiman d'utiliser le burlesque pour traiter de cette question. En d'autres mots, en quoi le burlesque

cinématographique peut-il nous aider à comprendre, à saisir quelque chose de la situation palestinienne qui, jusque-là, nous avait échappé ?

PG – Après avoir réfléchi sur le type de film que nous cherchions, nous nous sommes penchés sur la question du débat et de l'espace public. Comment penser avec d'autres ? Comment créer les conditions du débat dans notre société ? Comment éviter de reproduire ce qui se présente comme un espace public et qui, le plus souvent, n'est qu'un espace pour spécialistes ? Pour nous, le débat n'existe plus alors, les conditions qui le rendraient possible sont annihilées par le flux d'informations et le discours des spécialistes. Il nous fallait oublier le spécialiste et créer un contexte qui permettrait une position d'intellectuel. Il fallait donc éviter deux types de conférencier : le spécialiste du cinéma (ce qui veut dire que nous allions chercher des gens hors du milieu du cinéma ou, s'ils étaient du milieu, il fallait quelqu'un qui sache éviter de faire uniquement un cours de cinéma) ; le spécialiste de ce qui pouvait être pointé comme le sujet du film (et qui évacuerait tout ce qui est cinéma pour se concentrer uniquement sur le « sujet » du film). La position de l'intellectuel était une façon de transcender ces deux écueils pour avoir une vue en surplomb.

PG – On parle d'une position d'intellectuel parce qu'au fond, pour nous, l'intellectuel est celui qui sort de son champ d'études pour porter un jugement ou une réflexion sur la société, souvent à la suite d'une indignation ou parce qu'on lui offre une tribune. Un professeur de philosophie, un sociologue ou un historien fait d'abord son travail de recherche ou d'enseignement. Il devient un intellectuel lorsqu'il prend la parole sur la place publique pour discuter ou émettre une opinion. Aussi, avec États du monde, nous lui offrons cette possibilité de sortir de son domaine d'étude et d'expertise pour prendre la parole sur un sujet ou sur un domaine dont il n'est pas nécessairement expert avec, évidemment, tout son savoir. Ce qui est vraiment intéressant lors des

conférences, c'est justement la rencontre entre cette personne érudite et un objet duquel il est peu familier.

PG – Et je crois que ce type d'occasion est rare si l'on en juge par la réaction des conférenciers. En effet, leur première réaction était souvent de dire qu'il n'était pas spécialiste de la question, mais qu'ils se feraient un plaisir de nous référer à un collègue ou à un ami qui l'était. Il nous fallait le plus souvent expliquer plus avant notre projet, comme nous venons de le faire, pour que ceux-ci acceptent avec enthousiasme, et un brin de nervosité parfois.

PG – La présence du conférencier comme intellectuel nous permettait donc d'ouvrir davantage la réflexion. Il fallait éviter une conférence qui porterait sur le film (telle une critique), mais qui se tiendrait bien plutôt avec lui (permettant de prolonger la réflexion). Pour nous, le débat n'est possible que si le conférencier refuse la position d'autorité en se posant comme spécialiste. La conférence permet au spectateur de dépasser la première position, celle de l'opinion (« j'aime », « je n'aime pas »). Le spectateur a un moment tampon entre la fin de la projection et le moment où il est invité à discuter, et c'est celui de la conférence. Ainsi peut-il discuter en partant de la conférence ou du film.

PG – Et là, on se posait la question : est-ce encore possible de créer un débat ? Qu'est-ce qu'un débat ? Philippe et moi n'avons pas exactement la même position là-dessus. En ce moment, le débat fait cruellement défaut dans notre société. Le flux d'informations ne permet pas véritablement de penser et de débattre. Les intellectuels sont d'abord médiatisés comme spécialistes et l'on sent une grande difficulté à trouver des gens qui soient capables de penser l'ensemble de la société, l'ensemble de tous ces discours spécialisés. Donc, mettre en commun un objet, un intellectuel et des spectateurs qui tentent tous ensemble de réfléchir notre monde, c'est déjà pour moi une réussite. C'est évidemment une entreprise à portée limitée, mais progressivement le cercle s'agrandit. Tous

ceux qui y ont participé étaient très enthousiastes et nous ont dit l'importance de maintenir ce cadre. Il nous semble clair que l'on a besoin de réinstituer des espaces publics où l'on va débattre, où l'on va affronter le monde, où l'on ne considère plus que le monde est déjà écrit. Dès le départ, nous savions qu'il fallait être humbles et que nous posions une première pierre à un projet qui mettrait du temps à prendre plus d'ampleur.

PG – Là où nous ne sommes pas tout à fait d'accord, où nous ne ressentons pas toujours le même enthousiasme, c'est quant au résultat de la discussion. Il est étonnant de voir à quel point il est difficile de dépasser le réflexe de l'opinion — et j'entends par là de faire état de sa perception sans s'arrimer minimalement sur le film ou sur la conférence. Il est même par moments très difficile de s'entendre sur la position du film : sur quoi le film porte-t-il ? quelle est sa thèse ? pour ensuite discuter de cette position. Il est fascinant de constater à quel point il est difficile pour un groupe de s'entendre sur leur objet de travail. Est-ce un objet rond ou carré ? Une fois que l'on s'entend sur la forme, on peut débattre du fait qu'il devrait peut-être être rectangulaire. En d'autres termes, pour débattre, il faut s'entendre collectivement sur un objet. Sinon, on ne fait qu'émettre des opinions sur toutes sortes de choses ou à différents niveaux. Les paroles ne se rencontrent pas ; elles restent en parallèle les unes avec les autres. Cet éparpillement est souvent dû au fait que les gens ne prennent pas appui sur le film pour élaborer leur réflexion. De même, je constate qu'il est souvent difficile pour les gens de saisir la position générale du conférencier et d'y répondre. Ils vont ainsi s'attarder à une phrase, une image, une idée, mais pas à la thèse générale de celui-ci.

PG – Philippe tient la position du moderne pour qui une chose est vraie tant qu'on n'a pas démontré le contraire. Il se heurte ainsi à la condition même d'existence dans notre société, c'est-à-dire à la fragmentation. Évidemment, la finalité est la même pour nous

deux, rejoindre le plus grand nombre. Je dis le plus grand nombre dans une vision participative, soit rejoindre le plus grand nombre de gens pour qu'ils viennent penser en commun avec nous. Pour moi, les pensées qui émergent d'États du monde ne sont pas définitives, mais elles doivent, par leur ouverture, permettre à plus de gens de penser ensemble.

PG – Lors d'une présentation d'États du monde que nous avons faite à Rimouski, l'un des participants a dit qu'il fallait réapprendre à avoir des relations conflictuelles. Cela implique un objet commun sur lequel on s'entend, mais que l'on aborde différemment. Bref, une frontière qui unit et sépare à la fois. Il est étonnant de voir comment dans le sport, par exemple, on arrive à s'entendre sur un objet commun : il y a eu un but. Par la suite, on débat : était-ce un but habile ou chanceux ? Peu importe ce qu'ils en disent, il y a un objet sur lequel les gens reviennent. Je me rends compte en menant les discussions d'États du monde qu'il est très difficile pour un groupe de gens de s'entendre sur les intentions mêmes d'un film.

PG – Lorsque l'on tente de créer cet objet commun à partir duquel le débat pourrait se faire, j'ai vraiment l'impression que nous sommes à contre-courant. On vit actuellement avec la pensée très forte qu'il ne faut jamais arrêter le sens des choses, clore le sens, sous peine d'être pointé comme quelqu'un d'obtus, à tendance autoritaire. On préfère généralement qu'un cadre, du type d'États du monde, soit un lieu où rien n'est affirmé, où l'on ne fait que poser des questions, qui en amènent de nouvelles, et ainsi de suite à l'infini. De cette manière, on n'arrête pas le jeu du sens. Il y a aujourd'hui, à mon sens, un amalgame entre le danger d'un discours autoritaire qui oblige à penser de telle manière et la nécessité minimale d'affirmer pour pouvoir agir dans le monde. Nous vivons à une époque où il est très difficile de trouver la force et les moyens d'agir dans le monde. Ce type de discours me semble participer de cette inertie, parce qu'il repousse toujours le

moment où l'on devrait agir, parce que nous ne pourrions jamais affirmer une position sans éveiller le soupçon de l'autoritarisme. Ce type de relativisme désamorce l'urgence d'agir. Or, pendant que nous nous posons des questions, des gens agissent, il y a des forces qui travaillent le monde et nous affectent. Il faut donc selon moi réussir à avoir des débats, c'est-à-dire s'entendre minimalement sur l'objet dont on parle, pour prendre position par la suite. Cela ne signifie pas qu'on épuise le sens, mais que, pour faire une proposition, l'on doive prendre appui sur un objet. Cela signifie également que l'on comprenne qu'affirmer une idée ou une position, ce n'est pas nécessairement s'enfermer dans celle-ci.

LIBERTÉ – J'aimerais revenir sur la question du lieu et de la frontière évoquée tout à l'heure. Nous manquons cruellement d'espaces publics, et ce, malgré la croyance générale qui affirme que nous n'en n'avons jamais eu autant. Il y a pléthore de journaux, de magazines, de canaux de télévision spécialisés, sans parler de la radio numérique et d'Internet, et cette orgie de tribunes est censée nous ouvrir la porte sur des horizons inédits. Or, ce remodelage de l'espace public, me semble-t-il, nous isole peut-être davantage qu'il nous unit.

PG – Un espace public ne peut se créer n'importe où. Il a besoin d'une certaine légitimité. Celle-ci vient de deux choses : le temps (avec le temps, on peut faire nos preuves, montrer le sérieux et la valeur de nos réalisations) et une institution (qui a déjà fait ses preuves et qui est un lieu pour ça). Par exemple, *Le Devoir* a créé la page « Idée », qui est un espace public. Ce que n'offre pas *La Presse*. Je veux dire que les intellectuels envoient les textes qu'ils destinent à la société au *Devoir* et non à *La Presse*. Radio-Canada avait créé des lieux, des émissions de radio très fortes qui permettaient à des gens de prendre la position de l'intellectuel, mais on a préféré les annuler. Nous programmons maintenant États du monde à la Cinémathèque québécoise. Nous avons débuté au Festival du nouveau cinéma, mais nous ne pourrions pas organiser États du

monde dans notre salon, par exemple, parce que ce dernier est un lieu privé. Il y a des institutions qui sont des lieux publics dont le mandat est de créer des espaces publics. Ce sont généralement des institutions qui ont un certain recul par rapport au reste de la société, des institutions créées par l'État, comme le sont les universités, la Société Radio-Canada, la Cinémathèque, etc. Or, on l'a vu, certaines de ces institutions ont abandonné ce mandat.

PG – Ainsi, si on présentait États du monde à Radio-Canada, nous aurions une résonance que l'on n'a pas à la Cinémathèque, de même que de le présenter au Festival du nouveau cinéma nous a donné la légitimité minimale pour créer ce lieu. Il aurait été impossible de monter ce projet à titre purement individuel, et ce, non seulement à cause de la légitimité que nous conférait le Festival, mais aussi à cause des moyens pratiques et concrets qu'il nous offrait.

PG – C'est une chose dont on ne parle pas assez souvent lorsque l'on parle de la vie intellectuelle, soit les conditions matérielles qui sont nécessaires à son existence. Peut-être est-ce parce qu'elle est immatérielle, mais on a tendance à croire que la pensée n'a pas besoin de moyens, et donc d'argent, pour exister. Ce qui est faux. Les institutions comme Radio-Canada ont justement offert des moyens à des gens pour exercer leur réflexion : salaires, chercheurs, techniciens, archives, etc. Et nous ne parlons pas de tous les moyens qui peuvent être mis en place pour publiciser les émissions. C'est d'ailleurs pour ça que le repositionnement de la Chaîne culturelle est si dramatique. Elle élimine dans notre société l'un des seuls lieux publics, à l'exception des institutions d'enseignement, qui offrent des conditions matérielles décentes aux intellectuels afin d'exercer leur métier. C'est pour ça que c'est bien plus grave qu'un simple changement de programmation et qu'il y a dans cette décision un véritable enjeu social.

PG – C'est ce que nous avons vécu lorsque États du monde fut exclu du Festival du nouveau cinéma. Nous avions une institution

qui nous offrait des moyens matériels (un bureau, des ordinateurs, un budget de recherche, etc.) et toute une infrastructure qui nous supportait (une administration, par exemple). En n'étant plus au Festival nous perdions deux choses: une légitimité et des moyens de faire notre travail. La légitimité, nous la retrouvons maintenant en nous associant à d'autres institutions comme la Cinémathèque québécoise à Montréal, les centres d'artistes en région tels Antitube à Québec, Paralœil à Rimouski, ou encore la Galerie Séquence à Chicoutimi. Mais les moyens, eux, nous ne les avons pas retrouvés. Nous n'avons pas véritablement de bureau, nous n'avons pas de lieu où nous nous rejoignons quotidiennement pour travailler et réfléchir ensemble, de sorte que nous passons maintenant beaucoup plus de temps à nous organiser qu'à réfléchir.

PG – De plus, pour qu'il y ait véritablement espace public, il faut qu'il y ait une résonance, un écho à ce qui est dit ou écrit. Dans notre société, il y a toutes sortes de foyers d'intellectuels, de lieux de réflexion: des revues, des journaux, des émissions de radio. Mais toutes les paroles émises se déploient de manière indépendante. D'abord, on n'a pas l'impression que ce qui est exprimé est repris dans d'autres sphères de la société (le monde politique ou journalistique). Ensuite, ces différents foyers ne semblent pas se répondre ou engager de dialogue entre eux. Chacun fait son petit bonhomme de chemin sans, me semble-t-il, se préoccuper de ce que dit ou fait le voisin. Les discours, les réflexions s'accumulent, mais ne semblent pas se rencontrer, et ce, même entre des institutions bien établies. On sait que *La Presse* et *Le Devoir* n'ont pas la même ligne éditoriale, mais jamais ils ne s'interpellent. Je peux faire erreur, mais je ne me souviens pas d'un échange direct entre les deux journaux par l'entremise des pages éditoriales, par exemple.

PG – Lorsque nous avons commencé États du monde, la seule chose qui nous importait était que cela ait lieu, indépendamment de la résonance que cela aurait. Si, pour la trentaine de personnes qui étaient présentes, une pensée en commun prenait place, cela

valait le coup. C'était une approche qui était en réaction à cette pression de succès populaire que l'on vit constamment, où la seule chose qui compte est d'avoir un vaste auditoire, peu importe ce que l'on fait.

PG – Nous n'avons pas totalement laissé tomber cette approche, mais il est vrai que nous commençons à nous préoccuper davantage de l'écho de notre travail, ne serait-ce que dans le milieu d'où nous venons, soit le cinéma indépendant. Car, si nous voulons transgresser certains cadres avec le dispositif que nous avons mis en place, c'est aussi pour que ce qui soit dit à États du monde puisse dépasser la frontière de l'événement et participer à une réflexion plus large. Pour ça, il faut qu'il y ait un écho.

PG – Nous devons nous-mêmes faire écho à ce qui se dit ailleurs et pas uniquement nous attendre à ce qu'on revienne sur ce que nous faisons. Il faut que l'on instaure un dialogue avec d'autres foyers de réflexion.

PG – Donc, pour qu'un espace public existe, il faut non seulement un lieu où les gens réfléchissent en dépassant le discours du spécialiste, mais il faut que ce qui en résulte se dissémine de façon minimale dans le reste de la société. S'il n'y a pas d'écho, si notre petit espace demeure isolé, est-ce qu'au fond nous ne participons pas nous aussi à la fragmentation de notre société ? Et là, la question se pose comme suit : comment s'associer à une institution qui fait office de relais et qui nous permettrait de rejoindre la collectivité ? C'est le défi de tous les lieux de réflexion actuellement.

PG – Un autre point sur lequel nous divergeons sensiblement, c'est que, personnellement, je n'en suis pas encore à vouloir une vaste plate-forme pour être entendu. J'aspire d'abord à ce que le plus grand nombre de gens nous rejoignent pour participer à cette réflexion en commun. Avant de s'institutionnaliser, il faut avoir rejoint les gens un à un. Moi, j'en suis là, même si la finalité que

je donne au projet est la même que Philippe. Pour l'instant, États du monde n'est pas encore un espace public. Nous avons mis en place les conditions pour qu'il le devienne, mais il le sera seulement s'il déborde le cénacle et devient ainsi un espace légitimé.

PG – Pour moi, États du monde n'est pas un espace public, mais un fer de lance qui permet d'investir l'espace public. L'espace public, c'est au fond la mise en rapport de tous ces foyers de réflexion qui devraient se faire écho. En ce sens, s'il a besoin d'ancrage, c'est que l'espace public est en ce moment sans domicile fixe.